

**CONSULTATION DE L'ARCEP**  
**Sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude**  
-----  
**Contribution du Département de Saône-et-Loire**

### **Diagnostic de la situation et caractéristiques du projet Saône-et-Loirien**

La nécessité d'apporter un accès au Très haut débit à l'ensemble des Saône-et-Loiriens, dans un délai compatible avec les contraintes budgétaires de plus en plus lourdes qui planent sur nos collectivités et en tenant compte des délais de procédures administratives multiples, reste inscrite comme une priorité absolue pour le Département de Saône-et-Loire et l'immense majorité des intercommunalités partenaires.

Pour ce faire, en application du SDTAN 71, l'Assemblée départementale a successivement adopté, à l'unanimité, par délibérations du 21 juin et 15 novembre 2013 et du 26 septembre 2014 une stratégie ambitieuse d'aménagement numérique et les conditions de mise en œuvre du déploiement des réseaux correspondants visant à équiper d'ici 2022 l'ensemble de la Saône-et-Loire en Très haut débit (THD).

Dans ce cadre, deux étapes, respectivement fixées à 2020 et 2022, ont été programmées dont seule la première a pour le moment fait l'objet d'inscriptions budgétaires des différents partenaires et cofinanceurs.

En cohérence avec les ambitions du Plan France THD de l'Etat, l'objectif de la première étape est de couvrir en très haut débit 70% des foyers de Saône-et-Loire, déploiements privés et publics confondus.

La part privée, déployée par Orange et concentrée sur les territoires des agglomérations chalonnaise et mâconnaise ainsi que sur les villes du Creusot, de Montceau-les-Mines et d'Autun, concerne 115 000 foyers qui devraient pouvoir être connectés à la fibre optique d'ici 2020.

Ce constat de carence d'intervention des opérateurs privés conduit à devoir connecter sous maîtrise d'ouvrage départementale **90 % de la superficie départementale**. A l'issue de procédures de sélection menées collégialement, sur la base de diagnostics objectifs, la première phase du déploiement consiste à :

- constituer le réseau départemental de collecte en s'appuyant au maximum sur l'existant,
- raccorder les sites stratégiques et prioritaires identifiés dans le SDTAN : mairies et sièges d'EPCI, ZAE, établissements de santé, sites d'enseignement, espaces culturels et touristiques majeurs, espaces publics numériques, points hauts de télécommunication mobile,
- connecter en THD 96 000 premiers foyers non pris en charge par le secteur privé,
- réaliser, sur les territoires retenus en phase 2 du déploiement optique (après 2020), 46 opérations ponctuelles de montée en débit principalement sur les territoires très mal pourvus en débit actuel Cette opération concerne plus de 9 000 foyers.

Pour doter le département d'une infrastructure à la fois ambitieuse et équilibrée dans des délais les plus courts possibles, il a été retenu :

- que le Conseil départemental prenne l'initiative du lancement de ce vaste chantier sous sa propre maîtrise d'ouvrage en association avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), compétents par délégation des communes en matière d'aménagement d'infrastructures de communication, conformément à l'article L 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.
- de privilégier autant que faire se peut le déploiement d'un réseau pérenne de collecte et de desserte en fibre optique,
- de déployer une première étape du réseau à hauteur d'environ 172 M€, dont 60 M€ issus du budget départemental,
- de mutualiser l'exploitation et la commercialisation des réseaux construits au travers de la création d'une Société publique locale (SPL) en lien avec les collectivités départementales périphériques volontaires, afin de rendre ce vaste réseau plus attractif pour les opérateurs.

Or, les conclusions du schéma d'ingénierie régional, élaboré par le Conseil régional de Bourgogne, complétées par de premières études technico-économiques complémentaires qui devront être affinées dans le cadre d'une future maîtrise d'œuvre, démontrent clairement la très grande disparité entre les coûts de raccordement optique. Ces derniers doivent tenir compte de la situation géographique des locaux concernés et de contraintes physiques multiples (relief, absence de supports aériens existants, problématiques foncières diverses, ...).

La Saône-et-Loire dispose d'une très vaste superficie (8 575 km<sup>2</sup>) qui ne peut être comparée à un département urbain aux caractéristiques de densité, de proximité et de conditions de raccordement toutes très différentes.

Tous les territoires ne sont en effet pas égaux en matière d'aménagement du territoire.

### **Observations et propositions du Département de Saône-et-Loire**

Il est souhaitable que cette logique d'accès au THD puisse tenir compte des environnements locaux inhérents aux caractéristiques de chaque territoire. Aussi, il est fondamental que ces choix puissent s'effectuer en fonction de critères d'aménagement du territoire, et non de règles nationales qui peuvent s'avérer inadaptées aux caractéristiques territoriales locales.

Par ailleurs, il existe encore à ce jour de nombreux secteurs où la maintenance en matière de téléphonie fixe n'est plus assurée par l'opérateur historique voire certains hameaux qui ne disposent pas du téléphone fixe.

Dans cette même optique, le Département alerte sur les conséquences financières liées à l'obligation stricte de raccordement de bâtiments très isolés ou non habités qui pourrait alourdir très significativement la facture du contribuable.

Aussi, le Département de Saône-et-Loire, dans une vision convergente et partagée avec celle de l'AVICCA, souhaite préciser sa position sur la vision de complétude.

Ainsi, il est demandé qu'une différenciation soit faite en matière d'obligations de complétude suivant l'économie réelle du déploiement :

- de manière globale, ne pas connecter systématiquement tous les bâtiments identifiés par la Direction Générale des Impôts mais procéder à un ciblage des locaux, opéré en fonction de la nature des bâtiments concernés, les caractéristiques locales, leur taux d'occupation, les besoins en services numériques ; Le Schéma directeur d'Aménagement numérique de la Saône-et-Loire adopté en février 2012 faisait état

d'une première phase d'aménagement en FTTH destinée à équiper 77 500 foyers. Ces chiffres se basaient alors sur les données d'Orange relatives aux locaux concernés par des abonnements téléphoniques fixes. Or, pour pouvoir prétendre aux aides du FSN, cette ambition a dû être très sensiblement revue puisque devant impérativement tenir compte des données de la Direction générale des Impôts. Sur la base d'un territoire identique, ce sont désormais 96 000 locaux qui doivent être équipés en THD, soit 20 % de plus, représentant un surcoût de près de 26 M€, avec, en prime, la quasi certitude que ces prises supplémentaires ne seront jamais activées. A l'heure où l'argent public se fait plus que rare, est-il raisonnable d'engager de telles mesures ? Tout en étant conscient qu'un surdimensionnement réaliste et raisonnable des réseaux s'avère nécessaire afin de préparer l'avenir de nos territoires, le Département préférerait consacrer ce différentiel à la desserte de territoires encore mal couverts dont les besoins de la population sont réels.

- une obligation de raccordement pour les zones dont le coût correspond à la valeur de référence de la zone où s'exercent les initiatives privées ;
- une obligation proportionnée dans les autres zones, avec éventuellement l'application d'un taux maximum national de locaux non raccordables (entre 10 et 20%) ;
  - incluant la possibilité d'examiner les conditions de raccordement optique, sous réserve d'un coût acceptable, en cas de demande spécifique justifiée par une garantie d'abonnement au service,
  - incluant la possibilité de pouvoir recourir aux différentes technologies alternatives en apportant ainsi de bons niveaux de services moyennant des coûts d'installation raisonnables ;